

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 4
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 2
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_AP2025_0024

Relative au budget primitif 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2025-02487 Relatif au budget primitif 2025 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission des finances et des affaires européennes du 21 mars 2025 ;

Après en avoir délibéré, par

22 voix Pour

2 abstentions : Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Hélène POLLOZEC

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'adopter le budget primitif 2025, du budget principal et des budgets annexes santé et protection de l'enfance et direction des transports maritimes ;

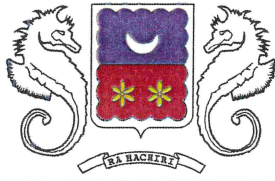
Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT



MAYOTTE

DGA - Gestion Financière et Vie
institutionnelle/Direction des
Finances

ASSEMBLEE PLENIERE

Réunion du 25 mars 2025

Rapport N° 2487 de Monsieur le Président

Relatif au budget primitif 2025

Ce rapport présente le projet de budget primitif 2025, intégrant le budget principal ainsi que deux budgets annexes : celui de la Santé et de la Protection de l'Enfance (SPE) et celui de la Direction des Transports Maritimes.

Le budget primitif 2025 s'appuie sur la stratégie présentée lors du débat d'orientation budgétaire. Cette stratégie intègre une analyse du contexte socio-économique à l'échelle mondiale, nationale et locale ; ce qui permet une adaptation efficace et pertinente aux défis économiques et sociaux actuels.

Ce budget tient compte également de la démarche engagée dans le cadre du contrat d'engagements, qui vise à établir une trajectoire financière rigoureuse et maîtrisée, garantissant une gestion budgétaire solide et durable.

Le soutien financier de l'Etat en 2023 et 2024 a permis d'obtenir des résultats financiers positifs, bien que ceux-ci demeurent fragiles. Cependant, même si les 100 millions d'euros sont également reconduits pour l'exercice 2025, l'absence d'un engagement financier stable et à long terme de l'État envers la collectivité entretient une incertitude quant à la pérennité de cette situation financière.

Par ailleurs, les récentes catastrophes naturelles, telles que le **cyclone Chido** et la **tempête Dikeledi**, ont engendré des destructions importantes, perturbant ainsi la dynamique amorcée au troisième trimestre 2024. Le territoire est plongé dans une crise économique et sociale sans précédent. Au vue de la situation, il devient indispensable de réévaluer les priorités budgétaires et d'ajuster les stratégies financières du Département.

Face à un contexte budgétaire complexe et incertain, aggravé par les conséquences des événements climatiques ayant fortement impacté notre territoire, il est essentiel d'intensifier nos efforts en vue d'**optimiser les recettes et maîtriser les dépenses de fonctionnement. La préservation des équilibres financiers reste cruciale pour surmonter cette crise.**

Au regard des besoins du territoire, le département doit proposer une trajectoire budgétaire préservant sa capacité d'autofinancement de manière pérenne afin **renforcer sa politique d'investissement.**

Au vue des informations budgétaires et financières disponibles, le budget de fonctionnement est évalué à 497 millions d'euros et le budget d'investissement est évalué à 243 millions d'euros.

	SECTION FONCTIONNEMENT			SECTION INVESTISSEMENT		
	CA 2023	CA 2024	BP 2025	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Recettes	447 126 062 €	528 349 289 €	496 774 293 €	90 060 928 €	117 014 574 €	243 065 815 €
Dépenses	381 672 505 €	422 524 636 €	456 966 417 €	115 493 471 €	116 362 611 €	243 065 815 €
Résultat de l'exercice	65 453 557 €	105 824 653 €	39 807 876 €	- 25 432 543 €	651 962 €	- €

Des recettes de fonctionnement en baisse

Comparé à 2024, les recettes de fonctionnement sont revues à la baisse en 2025, et sont évaluées à 497 millions d'euros contre 528 millions d'euros.

Les principales ressources du département proviennent des dotations et prélèvements de l'État, qui représentent 51 % du budget 2025. Environ la moitié des ressources de fonctionnement est financée par ces dotations, dont la compensation exceptionnelle de 100 millions d'euros.

Les ressources fiscales, composées des taxes et impôts, représentent 31% des recettes de fonctionnement. Quant aux ressources fiscales liées au domaine public, elles ne représentent que 4 %.

Recettes de fonctionnement (en M€)												
Libellés	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Atténuations de charges	12,1	14,0	14,3	6,4	18,5	5,8	4,2	4,6	6,3	6,8	3,6	4,0
Allocation personnalisée d'autonomie	0,0	1,2	1,9	2,5	1,7	1,7	2,3	3,2	7,7	10,0	29,5	18,7
Dont solde 2023 concours APA											18,0	
Revenu de solidarité active	15,3	15,2	15,4	17,1	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits des services et du domaine	6,8	7,3	8,5	25,4	10,4	12,9	11,8	15,1	17,5	16,1	19,3	17,9
Dont Redevance d'occup dom publ	5,9	6,5	7,0	19,9	6,6	6,8	7,3	9,5	10,4	8,4	11,6	11,6
Impôts et taxes	76,2	89,9	108,2	116,9	110,0	118,7	130,8	149,3	155,2	196,4	178,4	151,9
Dont DMTO	2,4	9,4	21,5	32,5	37,0	44,0	54,8	48,3	51,9	66,3	69,1	53,0
Dont Taxes sur les carburants	18,4	22,3	23,7	26,1	22,9	27,2	23,6	30,9	29,9	30,7	33,9	30,0
Dont Octroi de mer	36,2	36,6	41,7	32,4	26,6	19,6	20,3	24,7	29,4	43,9	51,2	48,0
Dont Taxe sur le tabac	9,8	11,7	10,4	10,6	7,7	9,0	13,1	10,2	9,4	8,2	4,2	5,0
Impositions directes	11,7	8,9	9,4	8,9	9,0	13,4	9,9	3,1	3,7	0,5	28,8	24,2
Dotations, subv et participations	116,3	118,1	121,2	122,0	143,1	143,3	144,7	144,7	146,8	208,7	258,7	255,2
Dont Prélèvements sur recettes	83,0	83,5	83,0	83,0	99,0	107,0	107,0	107,0	107,0	107,0	107,0	107,0
Dont DGF	29,1	29,1	31,5	32,4	36,8	31,1	29,8	32,0	32,9	33,9	34,8	34,8
Autres produits de gestion	0,7	0,3	0,3	0,4	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	2,2	0,1
RECETTES DE GESTION	239,1	254,9	279,3	299,7	309,5	296,1	303,7	320,2	337,3	438,7	520,6	472,0
Produits financiers	1,3	1,5	1,5	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9	3,6	4,5	4,5
Produits spécifiques	1,2	3,6	10,4	16,3	1,9	3,6	5,3	9,6	4,1	4,7	3,0	0,0
Reprise provisions		1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	5,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Recettes réelles de fonctionnement	241,56	261,1	291,2	317,7	313,2	301,4	316,1	336,5	343,2	446,9	528,1	496,5
Opération d'ordre transfert entre section	3,3	3,6	4,0	4,5	5,6	5,4	5,6	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Recettes d'ordre	3,3	3,6	4,0	4,5	5,6	5,4	5,6	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Total Recettes de fonctionnement	244,8	264,6	295,3	322,2	318,7	306,9	321,7	336,7	343,5	447,1	528,3	496,8

Des dotations de l'Etat en augmentation, impulsée par une aide exceptionnelle

Dotations et compensations de l'Etat (en M€)												
Libellés	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Dotation Forfaitaire	18,4	18,4	18,4	19,2	21,6	15,8	14,2	15,1	15,8	16,6	17,3	17,3
Dotation de fonctionnement minimale	5,7	5,8	8,1	8,1	9,1	9,3	9,4	10,7	10,9	11,1	11,4	11,4
Dotation de péréquation urbaine	4,5	4,5	4,6	4,6	5,6	5,6	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
Dotation de compensation	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total DGF	29,1	29,1	31,5	32,4	36,8	31,1	29,8	32,0	32,9	33,9	34,8	34,8
DGD ***	2,0	2,7	1,9	2,1	1,9	2,1	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
MINORATION TFPB 60%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur recettes	83,0	83,0	83,0	83,0	99,0	106,5	107,5	106,9	107,3	107,0	107,0	107,0
Aide exceptionnelle										50,0	100,0	100,0
Fond de solidarité régionale										7,8	6,3	6,3
Autres (dont TICPE 2022 à 2024 pour 6,7M€)	2,3	3,2	4,8	4,5	5,4	3,6	5,4	3,8	4,7	8,0	8,6	5,2
Dotations et compensations de l'Etat	116,3	118,1	121,2	122,0	143,1	145,3	147,1	144,7	146,9	208,7	258,7	255,2
Poids des DGF	25%	25%	26%	27%	26%	21%	20%	22%	22%	16%	13%	14%
Poids des prélèvements sur recettes	71%	70%	68%	68%	69%	73%	73%	74%	73%	51%	41%	42%

Pour la période 2019-2022, les dotations de l'Etat ont peu varié. Cependant, une hausse significative a été constatée à partir de 2023, notamment grâce à l'aide **financière exceptionnelle de 50 millions d'euros** (en 2023) et **100 millions d'euros** (en 2024) versée par l'Etat dans le cadre du contrat d'engagement. Bien que ces 100 millions soient maintenus pour l'année 2025, les dotations de l'Etat sont néanmoins revues à la baisse par rapport à l'exercice 2024.

Suite à la transition fiscale de 2014 et au transfert progressif de l'octroi de mer aux communes entre 2017 et 2019, l'Etat compense les pertes subies par la Collectivité via le **prélèvement sur recettes (PSR), qui est évalué à 107 millions d'euros depuis 2019.**

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 ne prévoit pas d'augmentation de la **Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**. Par conséquent, elle est estimée à 34,9 millions d'euros pour 2025, soit au même montant que l'année dernière. De même, la dotation globale de décentralisation (DGD) reste inchangée depuis 2016.

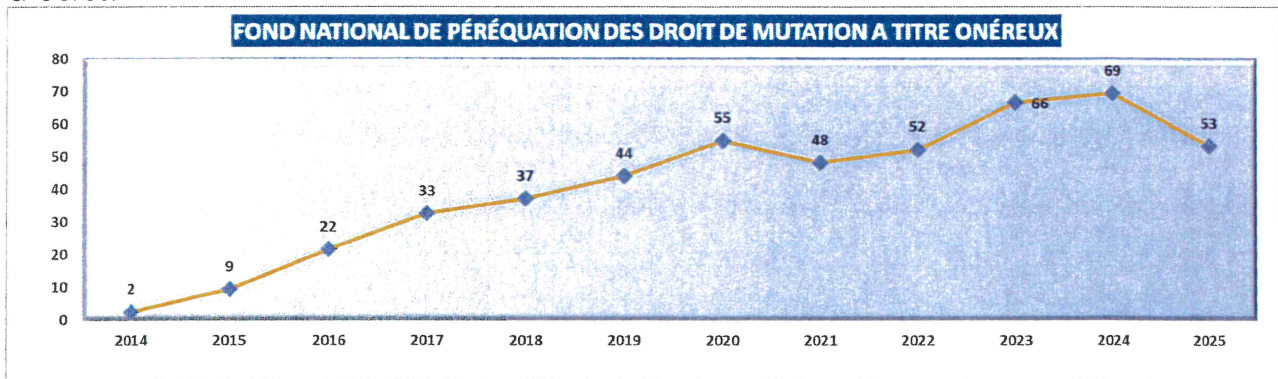
En remplacement du Fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions (FPRR), la loi de finances pour 2022 a instauré le Fonds de solidarité régionale (FSR). Ce fonds repose sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), la fiscalité transférée (fraction de TVA) ainsi que les concours financiers de l'Etat (DCRTP). Pour sa troisième année depuis sa mise en place, le FSR est estimé à 6,3 millions d'euros en 2025.

Les contributions indirectes estimées à la baisse

Les contributions indirectes représentent 31 % des recettes ; elles enregistrent une baisse par rapport à 2024.

Ressources fiscales (en M€)												
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Contributions indirectes												
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,4	9,4	21,5	32,5	37,0	44,0	54,8	48,3	51,9	66,3	69,1	53,0
Taxes départementales sur les publicités foncières et d'enregistrement	1,8	2,3	1,5	2,0	1,8	1,8	1,9	2,5	2,2	1,8	0,0	0,0
Taxe sur l'électricité	0,9	1,6	1,6	1,0	2,0	1,1	1,5	1,1	1,4	1,2	0,0	0,0
TICPE ***	5,8	5,8	6,1	9,4	8,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les carburants	18,4	22,3	23,7	26,1	22,9	27,2	23,6	30,9	29,9	30,7	33,9	30,0
Octroi de mer	36,2	36,6	41,7	32,4	26,6	19,6	20,3	24,7	29,4	43,9	51,2	48,0
Taxe sur le tabac	9,8	11,7	10,4	10,6	7,7	9,0	13,1	10,2	9,4	8,2	4,2	5,0
Ress pour la formation professionnelle apprentissage	0,0	0,0	0,7	1,2	1,2	12,1	12,3	15,6	12,4	23,7	0,0	0,0
Fraction de TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	0,7	12,7	15,7	17,4	20,0	15,9
Autres	0,9	0,2	0,9	1,7	1,8	2,7	2,6	3,3	2,7	3,3	0,0	0,0
Total Contributions indirectes [A]	76,2	89,9	108,2	116,9	110,0	118,7	130,8	149,3	155,2	196,4	178,4	151,9
Fiscalité locale												
Taxes foncières / propriétés non bâties	8,5	0,8	0,2	0,0	3,1	2,7	2,9				0,0	0,0
CVAE	3,1	7,4	7,9	7,4	4,4	4,3	5,4	1,7	2,0			
IFER					0,4	0,3	0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5
Fonds de Soutien interdépartemental (FSID)						5,0						
Autres impôts locaux ou assimilés		0,1	0,0	0,2	0,0	0,0		0,0				
Taxes départementales sur les publicités foncières et d'enregistrement	Application de la norme comptable M57 : Transfert d'éléments des impôts et taxes (chapitre 73) - fiscalité locale (chapitre 731)										1,9	2,0
Taxe d'aménagement											1,0	0,7
Taxe sur l'électricité											1,3	1,1
Autres taxes liées aux véhicules											1,1	1,1
Taxes sur les conventions d'assurance											3,6	3,6
Ress pour la formation professionnelle apprentissage											17,8	15,0
Autres											1,5	0,2
Total Fiscalité locale [B]	11,7	8,3	8,1	7,7	7,9	12,3	8,8	2,1	2,6	0,5	28,8	24,2
TOTAL [A+B]	87,9	98,3	116,3	124,5	117,9	131,0	139,5	151,4	157,8	196,9	207,2	176,1

L'enveloppe du fonds national de péréquation des DMTO pour l'année 2024 totalise un montant de 1,64 milliards d'euros contre 1,9 milliards d'euros en 2023. Elle enregistre ainsi une baisse de 265 millions d'euros. Les montants précédemment mis en réserve ont été intégralement consommés en 2024. L'enveloppe pour 2025 est évaluée à 1,5 milliards d'euros.



Le **fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)** est estimé à 53 millions d'euros en 2025, conformément au scénario médian, soit à un niveau inférieur à celui de 2023 (66 millions d'euros) et bien en deçà du montant encaissé en 2024 (69 millions d'euros).

Quant à l'octroi de mer régional, il est passé de 43 millions d'euros en 2023 à 51 millions d'euros en 2024. Malgré cette dynamique haussière observée depuis 2020, les recettes

de l'octroi de mer sont évaluées à 48 millions d'euros pour l'année 2025. Cette prévision prudente prend également en compte le contexte socio-économique actuel, notamment les conséquences du passage du cyclone Chido sur le territoire.

Depuis 2021, le produit de la taxe sur les carburants est en augmentation, passant de 23 millions d'euros en 2020 à 33 millions d'euros en 2024. Pour l'année 2025, il est estimé à 30 millions d'euros.

En revanche, les recettes provenant de la taxe sur le tabac enregistrent une baisse continue à partir de 2022, passant de 10 millions d'euros en 2021 à 4,2 millions d'euros en 2024. Cette baisse se chiffre à 6 millions d'euros sur trois ans, avec une diminution particulièrement marquée entre 2023 et 2024, atteignant 4 millions d'euros. Par prudence, ces recettes sont prévues à 5 millions d'euros pour 2025, tenant compte de la tendance baissière et des incertitudes.

Les **ressources relatives à la formation professionnelle** connaissent une forte progression en 2023, qui s'explique essentiellement par le versement des soldes du PUIC de la période contractuelle 2019-2022. La projection pour l'année 2025 est de 15 millions d'euros, contre 17,8 millions d'euros en 2024. Ces produits sont composés principalement de taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE) et du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PUIC).

Pour rappel, la Dotation globale de fonctionnement (DGF) régionale, le transfert aux communes du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) régionale et départementale, sont **compensées par une fraction de TVA**. Pour l'exercice 2025, **cette fraction de TVA est attendue à 16 millions d'euros** contre 17 millions d'euros en 2024.

Les autres recettes de fonctionnement revalorisée

Les atténuations de charges qui concernent essentiellement les remboursements des suppléments familiaux de traitement (SFT) et les remboursements des emplois aidés, se chiffrent à 3,6 millions d'euros, en 2024. Il est proposé d'inscrire 4 millions d'euros pour cette année.

La **redevance issue de la Délégation de Service Public du port de Longoni** est prévue pour rester au même niveau qu'à celui de 2024, soit 10 millions d'euros. De même, pour les **remboursements des agents mis à disposition**, aucune évolution n'est prévue pour l'année 2025, ils sont donc estimés à 5,7 millions d'euros.

S'agissant des recettes liées l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), il est observé des évolutions réglementaires, apportant quelques modifications. En effet, concernant la participation de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) au financement de l'APA, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 vise à renforcer le soutien financier des départements dans le cadre de prise en charge de cette allocation. **Ainsi, le Département a été notifié d'un montant de 18,6 millions d'euros au titre de l'année 2025.**

Enfin, les produits financiers sont évalués à 4,5 millions d'euros pour l'année 2025, soit au même niveau que 2024.

Des dépenses de fonctionnement à contenir

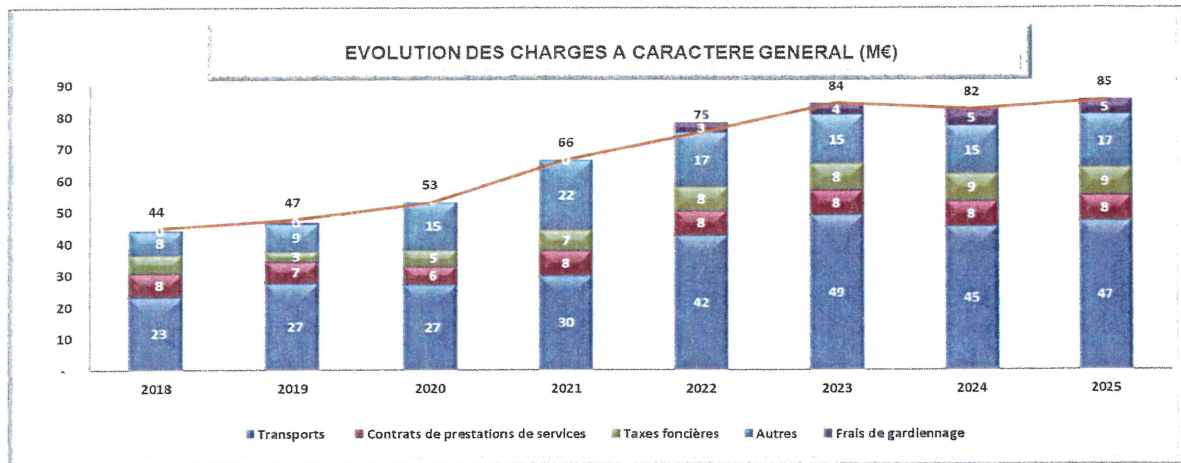
Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux dépenses entraînant des flux de trésorerie vers des tiers (décaissements). Pour l'année 2025, ces dépenses sont estimées à 442 millions d'euros, marquant une hausse par rapport à 2024 (404 millions d'euros).

Compte tenu de la fragilité des finances de la collectivité, il est impératif de consolider la politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement, afin de préserver durablement une capacité d'autofinancement suffisante. Cette approche est essentielle pour assurer la pérennité de ses équilibres financiers.

Dépenses de fonctionnement (en M€)												
Libellés	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Charges à caractère général	35,5	53,4	46,1	44,8	44,4	47,3	52,7	65,8	74,7	84,0	82,1	85,0
Dont Transport scolaire	20,6	26,6	26,6	25,4	23,1	27,4	26,9	29,9	42,4	48,8	45,3	47,0
Dont Formation professionnelle	2,8	10,4	6,3	7,9	7,6	6,8	6,0	7,7	7,7	7,8	7,9	8,0
Dont Taxes foncières	0,0	4,3	4,6	3,2	5,7	3,3	5,1	6,5	7,6	8,5	8,6	8,7
Dont frais de gardiennage	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,4	1,1	1,7	3,2	3,7	5,3	4,7
Charges du personnel	98,2	110,5	112,2	114,8	103,0	105,5	113,0	113,0	121,2	126,3	127,3	130,0
Atténuations de produits	12,5	8,9	1,0	0,9	2,5	2,2	0,7	1,5	1,0	0,4	1,2	2,0
Allocation personnalisée d'autonomie	0,0	0,0	0,3	1,9	2,8	5,7	9,8	13,9	20,7	26,7	29,4	35,0
Revenu de solidarité active	15,0	21,9	30,4	29,2	28,0	5,3	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres charges de gestion	63,3	60,4	56,2	51,1	52,2	59,6	61,5	69,0	84,5	124,3	149,6	177,1
Dont subventions fonctionnement	11,0	11,5	7,6	9,6	16,5	22,3	20,4	24,6	34,6	33,2	37,4	34,0
Dont Bourses	15,1	13,7	14,4	8,5	10,6	10,4	14,1	15,2	18,4	18,2	16,8	18,0
Contribution (STM, ASE, SDIS)	12,5	12,5	22,6	23,1	23,5	23,8	24,2	24,5	24,7	65,9	86,5	89,0
Frais de fct des groupes d'élus	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,3
DÉPENSES DE GESTION	224,6	255,1	246,4	242,8	233,1	225,7	240,9	263,2	302,1	361,9	389,7	429,4
Charges financières	5,0	4,7	5,2	4,8	4,4	3,5	3,3	3,0	2,7	2,6	3,5	4,5
Charges spécifiques	12,1	1,3	1,3	13,3	1,4	11,8	9,4	2,0	2,2	1,3	6,2	3,0
Dont titres annulés exercices antérieurs	0,0	0,9	1,2	13,1	0,3	6,9	0,8	0,0	1,2	0,5	6,2	3,0
Dotations aux provisions	0,0	10,0	0,0	5,3	5,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	5,0	5,0
Dépenses réelles de fonctionnement	241,7	271,2	252,9	266,1	243,9	241,0	253,5	268,2	312	365,8	404,5	441,9
Opération d'ordre transfert entre section	15,9	18,9	15,3	15,3	13,1	12,2	12,0	17,5	15,2	16,0	18,0	15,0
Dépenses d'ordre	15,9	18,9	15,3	15,3	13,1	12,2	12,0	17,5	15,2	16,0	18,0	15,0
Total dépenses de fonctionnement	258	290	268	281	257	253	265	286	327	382	423	456,9

Dans la continuité des initiatives engagées en 2024, en conformité avec le contrat d'engagement, il est nécessaire que le département poursuive en 2025 la mise en œuvre des actions entreprises l'année dernière.

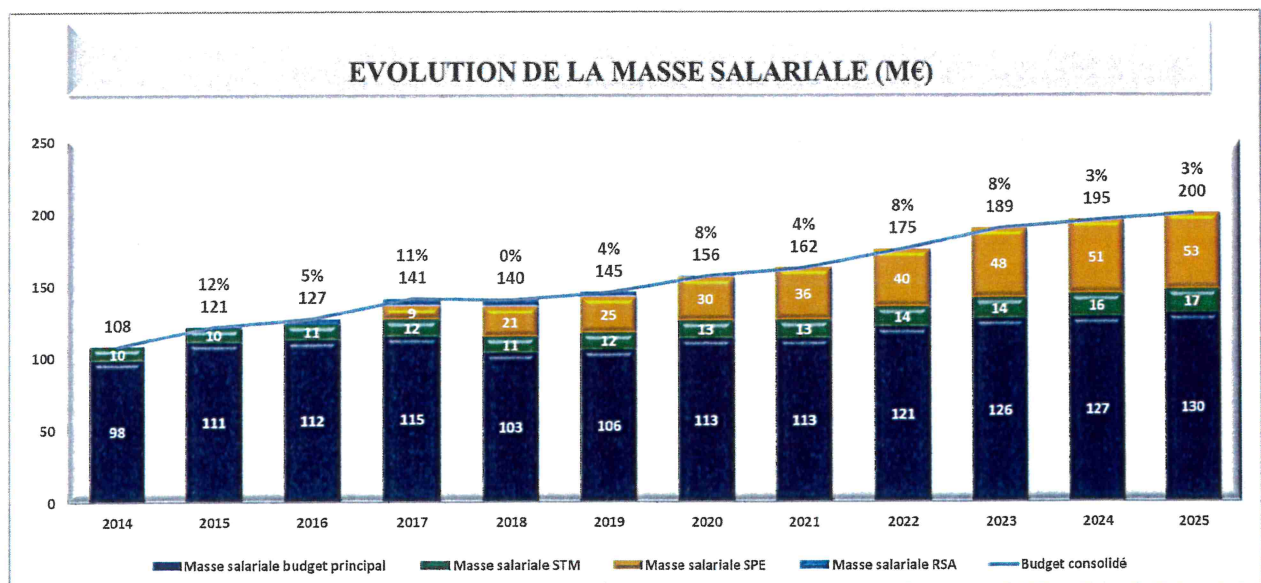
Les charges à caractère général sont estimées à 85 millions d'euros, enregistrant une hausse par rapport à l'exercice 2024. Afin de préserver la stabilité de ces charges, il est essentiel d'adopter une démarche stratégique axée sur l'optimisation des achats.



La diminution observée en 2024 sur ce chapitre résulte principalement de la baisse des dépenses liées aux transports scolaires. Entre 2014 et 2020, ces dépenses sont passées de 26 millions d'euros à 49 millions d'euros en 2023, marquant une hausse de 23 millions d'euros sur cette période. Pour l'exercice 2025, elles sont projetées à 47 millions d'euros.

Trois autres postes de dépenses présentent également un poids financier important, notamment, la taxe foncière, la formation professionnelle et les frais de gardiennage, dont les prévisions sont respectivement évaluées à 9 millions d'euros, 8 millions d'euros et 5 millions d'euros pour l'exercice 2025. Ils représentent tous les quatre un total de 69 millions d'euros, soit 81 % du montant global de ce chapitre.

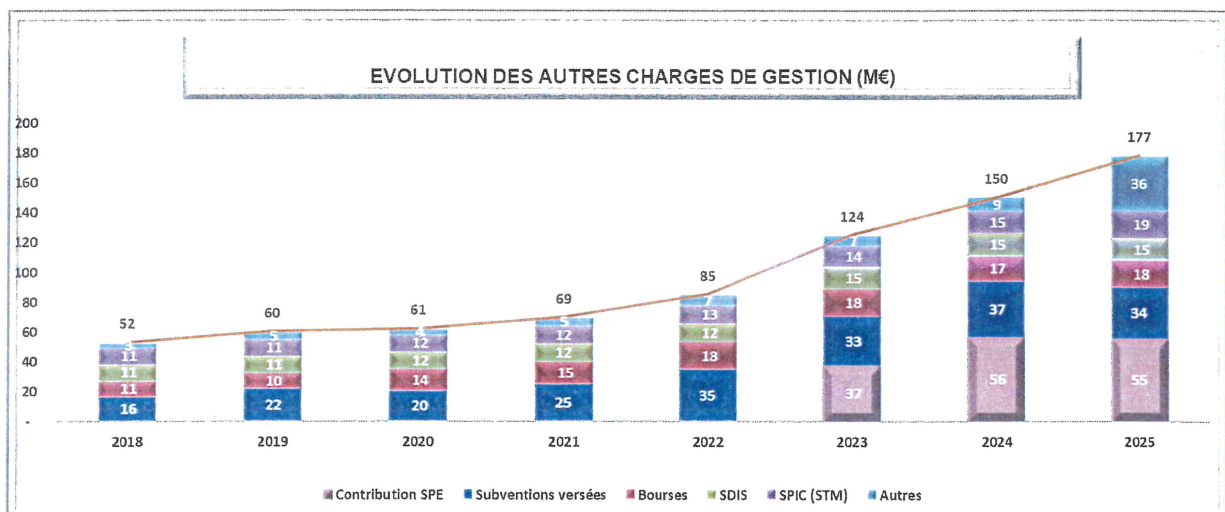
La maîtrise des charges du personnel implique un suivi précis des effectifs du département et une gestion stricte de l'ensemble des personnels. Il convient en particulier de contrôler l'évolution du coût des assistants familiaux, qui connaît une nouvelle augmentation importante, quasiment le même montant que celui enregistré en 2024.



La masse salariale représentant 29 % des dépenses réelles de fonctionnement, est estimée à 130 millions d'euros pour l'exercice 2025, en légère augmentation par rapport aux 127 millions d'euros exécutés en 2024.

Les autres charges de gestion, une stabilisation de ces dépenses est nécessaire, et doit passer par le renforcement des mesures engagées par la collectivité en matière de contrôle et d'encadrement des conventions d'objectifs et de moyens.

Sous l'influence des subventions de fonctionnement, des bourses et des contributions destinées à assurer l'équilibre des budgets annexes ainsi que celui du SDIS, **les autres charges de gestion (chapitre 65) sont évaluées à 177 millions d'euros en 2025. Après retraitement, des 20 millions d'euros de créances irrécouvrables, 55 millions d'euros de subventions d'équilibre du budget SPE et 18 millions d'euros pour le budget de la DTM, ces charges totaliseraient 92 millions d'euros en 2025.**



Au regard des difficultés que rencontre la population suite au passage du cyclone Chido et de la tempête Dikeledi, le Département renforce son engagement auprès des personnes les plus vulnérables. Il renforce également son soutien au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ainsi qu'à la Direction des Transports Maritimes (DTM).

Les principales actions budgétaires prévues dans ce domaine pour l'année 2025 se présentent comme suit :

les dépenses sociale sont évaluées à 3,3 millions d'euros **(sans l'APA, subventions, Santé et Protection de l'enfance) ;**

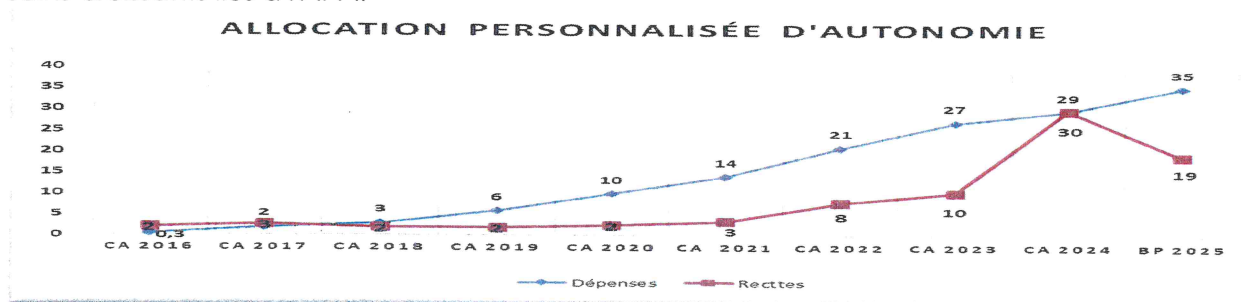
les bourses et les frais de déplacement des lycéens et des étudiants sont estimés à 18 millions d'euros, contre 17 millions en 2024 ;

la contribution du département au fonctionnement du SDIS s'élève à 15 millions d'euros ;

les subventions d'équilibre accordées aux budgets annexes STM et SPE sont évaluées respectivement à 19 millions d'euros et à 55 millions d'euros ;

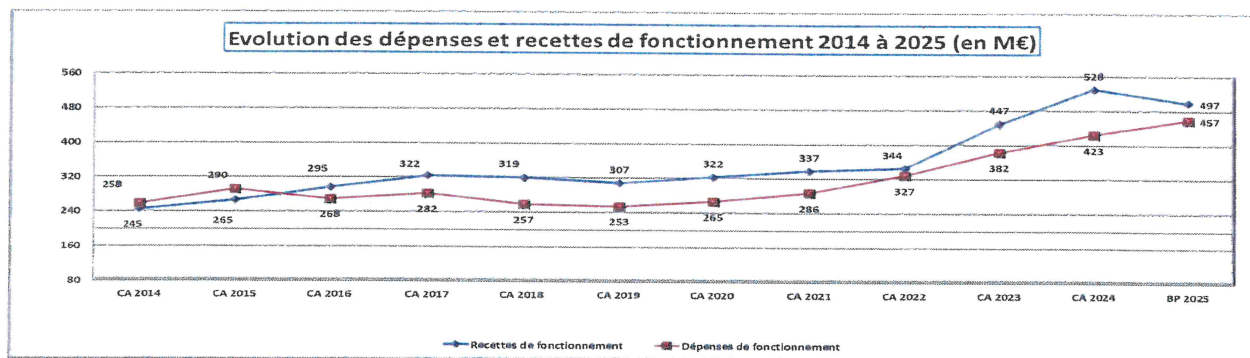
le soutien des principaux partenaires du Département et du tissu associatif est alloué une enveloppe budgétaire de 34 millions d'euros.

Les crédits alloués à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) observent une hausse régulière, passant de 1,8 millions d'euros à 26 millions d'euros, entre 2017 à 2023. Une compensation de 18 millions d'euros a été perçue par la collectivité pour couvrir les dépenses réelles engagées au cours de l'exercice 2023. Pour l'année 2025, **la collectivité prévoit de mobiliser une enveloppe de 35 millions d'euros** afin de répondre aux besoins croissants liés à l'APA.



Les charges financières estimées à **4,5 millions d'euros en 2025**, enregistrent une hausse modérée, par rapport à 2024.

Le résultat de fonctionnement prévisionnel de 2025 est estimé à 40 millions d'euros. Sans l'accompagnement de l'Etat, les comptes de la collectivité seraient déficitaires d'environ 60 millions d'euros.



Un budget d'investissement nettement en hausse pour l'année 2025

Le budget d'investissement, équilibré à 243 millions d'euros en recettes et en dépenses, reflète l'engagement fort du Département à renforcer ses actions en faveur du développement économique et de l'aménagement du territoire, particulièrement dans cette période où les besoins sont considérables.

Afin d'optimiser la stratégie d'investissement, le Département poursuivra l'amélioration de son organisation, avec pour objectif de maximiser la mobilisation des cofinance-

ments, en particulier ceux provenant des subventions de l'Etat (CCT, FEI, ADEME, etc.) et des fonds européens (FEDER, FEADER, Interreg, etc.). Chaque projet d'investissement devra systématiquement faire l'objet d'une demande de cofinancement, dans la mesure où il est éligible à l'un des dispositifs de financement existants, afin de garantir leur pleine réalisation.

Les recettes d'investissements de 2025 sont évaluées à 243 millions d'euros dont 146 millions d'euros des résultats, représentant 60%.

ANALYSE DE L'INVESTISSEMENT												
RECETTES D'INVESTISSEMENTS (M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2025
Subventions d'investissement	20,21	14,27	12,81	19,80	11,18	15,80	3,56	4,13	8,73	30,27	18,92	60,73
FCTVA	1,74	5,07	3,21	3,05	4,67	3,46	6,63	7,76	7,90	7,25	11,26	11,60
Autres recettes d'investissement	0,03	0,07	0,00	1,60	0,81	0,77	0,27	0,23	0,06	0,17	0,03	3,00
Recettes réelles d'invest. hors emprunts	21,97	19,40	16,02	24,45	16,66	20,04	10,47	12,12	16,69	37,69	30,21	75,33
Résultats				13,93	44,66	61,69	53,74	56,20	51,02	16,51	65,45	145,83
Dettes financières		4,00			0,11	0,12	0,15	0,46	0,13	15,00	-	-
Recettes réelles d'investissement	21,97	23,40	16,02	38,38	61,44	81,84	64,36	68,78	67,84	69,19	95,66	221,17
Recettes d'ordre	23,63	18,93	15,31	16,18	17,63	15,50	13,64	18,63	16,01	20,87	21,35	22,00
Recette Total d'investissement	45,61	42,33	31,33	54,56	79,06	97,34	78,00	87,41	83,85	90,06	117,01	243,17

Les recettes réelles d'investissement (hors emprunts), proviennent principalement des subventions de l'État, de l'Union européenne, ainsi que du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA). Pour l'exercice 2025, l'État a affecté une enveloppe de 100 millions d'euros en Autorisations de Programme (AP) et de 35 millions d'euros en Crédits de Paiement (CP) en vue de financer les investissements impactés par les récents événements climatiques.

Il est proposé d'inscrire en 2025, **61 millions d'euros pour les subventions reçues et 11,6 millions d'euros pour le FCTVA.**

Les opérations d'ordre sont estimées à 22 millions d'euros, dont 15 millions d'euros de contrepartie des amortissements des immobilisations comptabilisées en dépenses de fonctionnement.

Les dépenses prévisionnelles d'investissement s'élèvent à **243 millions d'euros.**

La collectivité affiche une ambition renforcée à travers un effort d'investissements qui marque une rupture significative par rapport aux niveaux observés dans les années précédentes. Conformément à nos capacités financières, il sera nécessaire pour le Département de se recentrer davantage sur ses compétences obligatoires et de privilégier les projets à fort impact structurant.

Par ailleurs, une attention particulière sera portée aux investissements endommagés par le cyclone Chido, afin de répondre efficacement aux besoins urgents de notre territoire. Une priorité est également accordée à plusieurs projets clés, notamment, le pôle administratif régional et départemental, centre sportif de haut niveau, travaux de rénovation et renforcement du quai du port de Longoni, archives départementales, multilab et pôle d'échanges multimodales.

ANALYSE DE L'INVESTISSEMENT												
DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS (M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2025
Dépenses d'équipement brut	21,87	18,00	16,02	17,97	39,77	48,74	47,05	47,27	77,70	72,28	74,45	162,97
Subventions d'équipement versées	11,03	13,16	18,61	7,69	3,57	10,14	24,42	39,22	28,47	32,02	31,75	38,00
Autres dépenses d'investissement	0,02	0,01	0,01	0,01	1,37	0,98	4,43	0,00	0,97	-	-	5,00
Dépenses réelles d'invest. hors emprunts	32,91	31,18	34,64	25,66	44,72	59,86	75,90	86,50	107,14	104,30	106,20	205,97
Remboursement de capital	7,85	7,93	7,72	7,74	6,41	5,98	6,03	6,85	6,05	6,07	6,85	8,00
Dépenses réelles d'investissement	40,76	39,10	42,36	33,40	51,12	65,84	81,93	93,35	113,18	110,37	113,05	213,97
Dépenses d'ordre	11,01	3,57	4,04	5,34	10,08	8,60	7,32	1,33	1,05	5,12	3,31	7,25
Solde d'exécution négatif												21,95
Dépenses Total d'investissement	51,77	42,67	46,40	38,73	61,21	74,44	89,25	94,68	114,23	115,49	116,36	243,17

Les remboursements du capital d'emprunt souscrit par le département sont évalués à 8 millions d'euros en 2025.

Le niveau des subventions mobilisé n'est pas en phase avec le volume des engagements pris par la Collectivité ces dernières années. Pour 2025 les crédits de paiement proposés sont évalués à 38 millions d'euros.

Les dépenses d'équipement (études, acquisitions et travaux) mobilisées sur la période 2022-2024 représentent en moyenne 75 millions d'euros. L'effort d'investissement reste très faible au regard des enjeux et des besoins du territoire. Dans la poursuite des actions, les frais d'études s'élèvent à 15 millions d'euros, en 2025. Les crédits proposés pour les acquisitions et les opérations en phase travaux sont évalués au budget 2025 respectivement à 20 millions d'euros et 128 millions d'euros.

Les budgets annexes Santé et Protection de l'Enfance (SPE) et Direction de Transport Maritime (DTM)

Section de fonctionnement - Budget annexe Santé et protection de l'enfance (SPE)

BP 2025 - section de fonctionnement																
Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025	
Charges à caractère général	3,7	9,7	5,9	6,9	7,3	7,9	9,0	Dotations, Subventions et Participations	94,7	24,1	24,1	24,2	24,1	24,2	24,1	
Charges du personnel et frais assimilés	24,8	29,5	34,9	40,2	48,4	51,3	53,0	Autres produits (dont covid 4M€, etc)	0,2	0,2	0,2	0,0	5,5	6,4	3,0	
autres charges de gestion courante	6,8	10,0	17,6	17,6	23,7	24,1	28,0	Subvention d'équilibre					37,0	56,3	55,4	
Dépenses réelles de fonctionnement	35,3	49,1	58,4	64,6	79,3	83,3	90,0	Recettes réelles de fonctionnement	94,9	24,3	24,3	24,2	66,6	86,8	82,5	
Opérations d'ordre en dépenses	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	Résultat reporté	62,7	122,2	94,4	59,6	18,5	5,2	8,1	
Total dépenses de fonctionnement	35,5	49,6	59,1	65,3	79,9	83,9	90,7	Total recettes de fonctionnement	157,7	146,5	118,7	83,8	85,1	92,0	90,7	
Résultat de fonctionnement cumulé	122,2	94,4	59,6	18,5	5,2	8,1	0,0									

Jusqu'en 2022, l'équilibre du budget annexe Santé et Protection de l'Enfance (SPE) était maintenu grâce à des reports de crédits d'une année sur l'autre. Depuis 2023, cet équilibre est assuré par l'octroi d'une subvention d'équilibre en provenance du budget principal, s'élevant à 37 millions d'euros en 2023, 56 millions d'euros en 2024, et 60 millions d'euros en 2025.

Le dynamisme des dépenses du budget annexe SPE est principalement déterminé par l'augmentation des charges liées à l'aide sociale à l'enfance, notamment en raison de

la hausse substantielle de la rémunération des assistants familiaux (26 millions d'euros) ainsi que du plan d'actions mis en place pour l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), représentant 25 millions d'euros.

Le résultat cumulé de fonctionnement de l'exercice 2024 est de 8 millions d'euros.

Pour l'année 2025, le budget de fonctionnement est ainsi évalué à 90,7 millions d'euros en recettes, dont 8 millions d'euros de reports de crédits. La subvention d'équilibre pour le budget SPE est estimée à 55 millions d'euros.

Section d'investissement - Budget annexe Santé et protection de l'enfance (SPE)

BP 2025 - section d'investissement															
Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Immobilisations incorporelles	0,4	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1	0,3	Subventions d'investissement	0,0	0,0	0,0	1,4	0,7	0,2	5,0
Immobilisations corporelles	1,2	0,9	0,7	0,7	0,6	0,8	2,0	FCI/VA	0,0	0,0	0,6	0,5	0,8	0,7	0,7
Immobilisations en cours	3,1	2,9	4,5	2,9	5,3	2,1	6,2	Résultat de fonctionnement affecté	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres immobilisations		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Recettes réelles d'investissement	0,0	0,0	3,2	1,9	1,4	0,9	5,7
Dépenses réelles d'investissement	4,7	4,2	5,4	3,7	6,1	3,0	8,5	Opérations d'ordre	0,3	0,6	0,9	1,0	0,7	0,9	3,1
Opérations d'ordre en dépenses	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,3	Résultat d'investissement reporté	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dépenses d'investissement	4,8	4,3	5,6	4,1	6,2	3,3	8,8	Total recettes d'investissement	0,3	0,6	4,1	3,0	2,1	1,9	8,8
Résultat d'investissement cumulé	14,1	10,4	8,8	7,7	3,6	2,2	0,0								

Le budget d'investissement 2025 est évalué à 8,8 millions d'euros.

Section de fonctionnement - Budget annexe Direction de Transport Maritime (DTM)

Section de fonctionnement															
Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Charges à caractère général	3,0	3,0	3,2	3,4	3,5	4,4	4,7	Produits des services et du domaine	4,8	4,1	4,6	4,4	5,1	4,7	5,0
Charge du personnel et frais assimilés	11,8	12,6	12,8	13,6	14,4	16,0	16,6	Dotations, subventions de l'Etat	11,0	11,5	12,0	12,5	14,0	15,1	18,6
Autres charges de gestion courantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	Autres produits	0,0	0,6	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles et autres	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	Recettes réelles de fonctionnement	15,8	16,2	16,7	18,1	19,1	19,8	23,6
Dépenses réelles de fonctionnement	14,8	15,6	16,1	17,1	18,0	20,4	22,0	Quote part des subventions d'invest virée au résultat de l'exercice	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Opération d'ordre	1,1	1,1	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2	Total recettes fonctionnement	15,8	16,7	17,2	18,6	19,6	20,3	24,1
Solde d'excédent reporté	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9								
Total dépenses de fonctionnement	15,9	16,7	17,3	18,5	19,2	21,6	24,1								
Résultat de fonctionnement cumulé	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,4	-1,3	0,0								

En 2025, **les recettes de fonctionnement**, estimées à 24,1 millions d'euros, sont principalement composées d'une subvention d'équilibre de 18,6 millions d'euros et des ventes de tickets de barges aux usagers pour un montant de 5 millions d'euros.

Les dépenses de fonctionnement, évaluées à 24,1 millions d'euros, enregistrent une augmentation de 12% par rapport à 2024, générant ainsi un déficit cumulé de 1,6 millions d'euros. Ce budget se trouve ainsi en situation de déséquilibre structurel depuis plusieurs années.

Le budget de fonctionnement 2025 est estimé à 24,1 millions d'euros.

Section d'investissement - Budget annexe Direction de Transport Maritime (DTM)

Section d'investissement															
Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025	Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Immobilisations incorporelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	Subventions d'investissement / FCTVA	0,0	0,0	0,0	8,5	10,8	3,2	4,0
Subvention d'investissements					3,1	0,0	0,0								
Immobilisations corporelles	0,3	0,2	1,2	2,8	0,9	0,6	2,5	Recettes réelles d'investissement	0,0	0,0	0,0	8,5	10,8	3,2	4,0
Immobilisations en cours	0,0	0,0	1,9	6,7	6,7	0,5	5,9	Opération d'ordre entre section	1,1	1,1	1,1	2,0	2,5	1,2	1,2
Dépenses réelles d'investissement	0,3	0,2	3,1	9,4	10,7	1,1	8,4	Résultat d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7
Opération d'ordre	0,0	0,5	0,5	1,1	1,8	0,5	0,5	Total recettes d'investissement	1,1	1,1	1,2	10,6	13,3	4,4	8,9
Total dépenses d'investissement	0,3	0,7	3,6	10,6	12,5	1,6	8,9								
Résultat d'investissement cumulé	0,8	0,4	-2,4	0,0	0,7	2,8	0,0								

Pour l'exercice 2025, le budget d'investissement est rehaussé par rapport à l'année précédente, afin de répondre aux besoins de réparation des barges endommagées à la suite du passage du cyclone Chido. Cette augmentation est estimée à 8,9 millions d'euros.

Il vous est proposé d'adopter le budget primitif 2025, du budget principal et des budgets annexes, Santé et protection de l'enfance (SPE) et Service de Transport Maritime (STM).

Le Président du Conseil Départemental


 Ben Issa OUSSENI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents :
Procuration(s) :
Absent(s) :
Nombres de votants :
Votes pour :
Vote(s) contre :
Abstention(s) :
Date de la convocation : mardi 11 mars 2025

DELIBERATION N°

Relatif au budget primitif 2025

L'an deux mille vingt cinq, le vingt cinq mars, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur la convocation et sous la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :

Conseiller(s) départemental(aux) absent(s) :

Secrétaire de séance désigné(e) :

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales;
Vu la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n° N°2025-..... de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission des finances et du développement économique et touristique du xxx

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article unique : d'adopter le budget primitif 2025, du budget principal et des budgets annexes santé et protection de l'enfance et direction des transports maritimes.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI